

LES FAITS MARQUANTS DES OS 24: SAMEDI 20 MAI 2006

Des groupes de contact et des consultations informelles ont été tenus, tout le long de la journée de samedi, sur une large gamme de sujets, dont l'adaptation, le Fonds pour l'Adaptation, les dispositions pour les réunions intergouvernementales, le déboisement, les Lignes Directrices de 2006 du GIEC, les produits ligneux récoltés, les privilèges et immunités, la recherche et l'observation systématique, et le Fonds Spécial Changements Climatiques (FSCC). En outre, les concertations bilatérales et de groupes restreints se sont poursuivies dans le cadre du GTS, et un séminaire en session s'est tenu sur le piégeage et la fixation du gaz carbonique.

GROUPES DE CONTACT

FONDS POUR L'ADAPTATION: Les Coprésidents ont fait distribué une proposition basée sur les résultats et les soumissions émanant du séminaire consacré au Fonds pour l'Adaptation, qui a été tenu en juin 2005, précisant que cette proposition n'est pas un texte de négociation officiel. Le G-77/CHINE a fait observer qu'il a élaboré d'autres critères à ajouter à ceux figurant dans la proposition, notamment, des politiques opérationnelles "sur mesure" pour la plupart des pays vulnérables et l'exigence que le financement soit utilisé pour des projets d'adaptation concrets. Plusieurs autres parties ont fait état de la cohérence constatée entre les critères proposés par le G-77/CHINE et ceux figurant dans leurs propres soumissions. Le G-77/CHINE a également fait référence au besoin davantage de données de la part des futures institutions retenues pour la gestion du Fonds, notamment le point de savoir si le Fonds allait être géré de manière séparée et s'il allait avoir une autonomie par rapport à d'autres fonds. L'AOSIS a souligné la nécessité d'éviter l'établissement d'un autre fonds difficile à accéder. L'UE, le CANADA, la SUISSE et la NORVEGE ont préféré voir le FEM être désigné comme entité chargée de l'opération du Fonds. Les Parties discuteront de leurs vues sur les éléments de la proposition, à la réunion de groupe de contact, lundi.

DISPOSITIONS POUR LES REUNIONS INTERGOUVERNEMENTALES: CDP 12 et CDP/RDP 2: La Coprésidente Wörgetter a attiré l'attention sur la rubrique "Dans les Couloirs" du dernier numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre*, dans laquelle était évoquée des craintes exprimées concernant "l'épuisement dû aux réunions." Elle a fait observer qu'il s'agissait là d'un thème consacré à la planification des réunions à venir. Richard Kinley, Chargé de l'UNFCCC, a informé les parties du planning des CDP 12 et CDP/RDP 2, faisant observer que les ordres du jour complexes et la prolifération des événements se traduisent pas des contraintes sur le nombre réunions de groupes de contact et le risque de voir certains travaux ne pas être achevés.

Les délégués ont procédé à l'examen d'un certain nombre d'options d'organisation. Plusieurs d'entre eux ont préféré regrouper en modules les points inscrits à l'ordre du jour et procéder à un classement des questions par priorité, tout en soulignant que l'ordre du jour actuel représente un "équilibre" soigneux entre les thèmes proposés par les parties. Le G-77/CHINE, l'UE, et le GROUPE "UMBRELLA" ont fait objection à la prolongation de la réunion au-delà des deux semaines, quoique le G-77/CHINE a ajouté qu'il pourrait considéré une prolongation d'un jour. Les

Parties ont également fait objection à la prévision de séances nocturnes, mentionnant les craintes exprimées sur l'épuisement. L'AUSTRALIE a suggéré de raccourcir la pause déjeuner. Les participants ont également plaidé pour l'établissement de temps de parole dans les sessions officielles. La CHINE a déclaré que le GTS devrait bénéficier d'une priorité. Répondant à des questions sur le financement, Kinley a déclaré que la prolongation des dates de la réunion ou la tenue de séances nocturnes n'aura qu'un impact mineur sur le budget. Le Coprésident de Wet a suggéré que les parties devraient déterminer trois ou quatre priorités, et aussi trois ou quatre non priorités qui pourraient être reportée à quelque prochaine réunion.

Période des Futures Sessions Ordinaires: Les parties ont accepté une proposition des ETATS-UNIS de reporter les dates de la période de la deuxième session ordinaire, en 2011, du 28 novembre au 9 décembre.

Réexamen des dispositions des CdP/RdP 1 et CdP 11: Les ETATS-UNIS et l'AUSTRALIE ont fait état de nouvelles données concernant la participation des Etats observateurs, survenues depuis la production du document du Secrétariat (FCCC/SBI/2006/2), et le Président Wet a indiqué que celles-ci seront prises en compte. L'UE a réitéré sa position selon laquelle les consultations informelles devraient être fermées aux non parties, à moins que les parties donnent leur consentement.

Organisation du processus intergouvernemental: Les Parties ont suggéré des propositions d'accroître l'efficacité à travers des innovations telles que le "regroupement en modules" des points inscrits à l'ordre du jour et les cycles de travail pluriannuels (FCCC/SBI/2006/3 et MISC.8). Le G-77/CHINE a demandé la tenue d'une discussion plus détaillée sur le regroupement des points de l'ordre du jour, et l'UE a indiqué qu'elle pouvait accepter plusieurs de ces propositions. Des consultations informelles auront lieu lundi après-midi.

DEBOISEMENT: Les Coprésidents Carlino et Rosland ont présenté un projet de texte sur la portée du prochain séminaire. Le BRESIL a déclaré qu'il ne devrait y avoir aucune référence au Protocole ou aux mécanismes pour les échanges de droits. Contre pat TUVALU et d'autres, la représentante du BRESIL a proposé de supprimer les libellés qui devaient remplacer les références aux fuites, à la permanence et aux lignes de base. Avec la PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE, mais contrée par les ETATS-UNIS, elle a suggéré de supprimer la référence aux émissions projetées. Le BRESIL a également proposé de se référer à "mécanismes financiers" à la place et lieu de "mécanismes de marché." Signalant l'étroitesse de la définition du terme "mécanisme financier" dans le cadre de la Convention, TUVALU a proposé de se référer à "mécanisme fiscal." Le JAPON, appuyé par l'UE, a mis l'accent sur les pilotes des aspects socioéconomiques. Le délégué des ETATS-UNIS a fait part de ses réserves à l'égard de l'ordre du jour au sens large et, appuyé par le BRESIL, mais contré par TUVALU, a proposé un ordre du jour moins chargé pour le prochain séminaire et de laisser l'examen du reste des questions à un second séminaire à tenir avant l'OSAST 26. La PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE, la BOLIVIE et le CHILI ont souligné l'importance de l'octroi d'une attention égale aux questions scientifiques et politiques. Les consultations informelles se sont poursuivies jusque tard dans la soirée.

PRIVILEGES ET IMMUNITES: Les délégués ont débattu des options offertes pour ce qui est de la protection des personnes servant dans les corps constitués au titre du Protocole, contre les poursuites juridiques, options englobant une décision de la CdP/RdP qui leur confère privilèges et immunités, une confirmation écrite émanant d'entités privées de régler tous les différends au siège du Secrétariat, et au moyen de dispositions *ad hoc*. Le Président Watkinson a expliqué que l'amendement du Protocole n'est pas inclus dans les options mais qu'il devrait être présent à l'esprit. L'ARGENTINE a proposé de modifier les règles du MDP et de la Mise en Application Concertée de manière à empêcher des entités privées d'intenter des actions en justice à l'encontre des officiels servant dans le cadre du Protocole de Kyoto. Le CANADA, appuyé par l'UE, a proposé que la CdP/RdP demande une résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU sur la Convention des Nations Unies de 1946. Le groupe de contact se réunira de nouveau mardi matin pour procéder à l'examen de la révision de texte.

RECHERCHE ET OBSERVATION SYSTEMATIQUE: Les délégués se sont réunis à titre officieux, samedi matin, et dans un groupe de contact, dans l'après-midi de cette même journée, pour une lecture, paragraphe par paragraphe, du projet de conclusions. Les participants se sont accordés sur les paragraphes portant sur: les besoins et les priorités en matière de recherche; les programmes de recherche régionaux et internationaux; les réseaux régionaux; le dialogue et la communication; l'importance de la recherche scientifique; et l'importance des données et de l'observation systématique pour la recherche. Le paragraphe portant sur les étapes à venir est encore entre crochets et les discussions seront probablement achevées lundi.

FONDS SPECIAL CHANGEMENTS CLIMATIQUES: Les délégués ont entamé les discussions sur le projet de décision transmis par l'OSMCE 22 (FCCC/SBI/2005/10), se concentrant sur deux propositions d'utiliser le FSCC pour le financement des activités établies dans le paragraphe 2 (d) (financement au titre de la Convention) de la Décision 7/CP.7. L'UE a plaidé pour l'insertion d'un libellé mentionnant l'assistance technique, tandis que le G-77/CHINE a préféré une formulation large, soulignant que l'assistance technique est limitée, et ouverte à l'interprétation. Des consultations officieuses sur la fusion de ces deux propositions seront tenues, lundi, avant la réunion du groupe de contact. A la réunion du groupe de contact, lundi, les délégués se focaliseront aussi sur les parties crochétées du texte et tout particulièrement sur la liste des domaines particuliers à financement.

CONSULTATIONS OFFICIEUSES

ADAPTATION: Au cours des consultations officieuses, les délégués ont continué à travailler à travers la liste d'activités initiale déterminée au séminaire de Vienne, en vue de la simplifier. Ils ont abordé: les méthodes et les outils; les données et l'observation; la modélisation climatique; les risques liés au climat et les événements météorologiques extrêmes; les données socioéconomiques, la planification et les pratiques en matière d'adaptation; la recherche; les technologies d'adaptation; et, la diversification économique. Le G-77/CHINE a présenté plusieurs propositions d'adjonction, à la liste des prestations, de quelques recommandations concernant la manière de traiter les questions et la mise en application pratique. Les Coprésidents élaboreront un nouveau texte intégrant les diverses observations, à temps pour la réunion de groupe de contact, lundi matin.

EDITION 2006 DES LIGNES DIRECTRICES DU GIEC CONCERNANT LES INVENTAIRES ET LES PRODUITS LIGNEUX RECOLTES: Dans les consultations informelles conduites par Riitta Pipatti (Finlande), les parties ont procédé à des échanges de vues sur le processus d'examen des Lignes Directrices, et sur les questions transmises par les OSAST précédentes, notamment, le brûlage de la biomasse, les émissions de méthane et les produits ligneux récoltés.

GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL

Les consultations informelles bilatérales et de groupe restreint se sont poursuivies samedi, les débats se concentrant sur les questions générales des processus et objectifs. Des progrès limités seulement ont été rapportés et les consultations se poursuivront.

SEMINAIRE SUR LE PIEGEAGE ET LA FIXATION DU DIOXYDE DE CARBONE

Un séminaire en session sur le piégeage et la fixation du gaz carbonique (PFGC) a été tenu samedi. Le Président de l'OSAST, Kishan Kumarsingh, a expliqué que l'objectif du séminaire est d'améliorer la compréhension du PFGC à travers la présentation d'une vue d'ensemble du Rapport Spécial du GIEC concernant le PFGC, précisant qu'il met en exergue le potentiel du PFGC et traite des questions financières, sociales, environnementales, juridiques, de la perception du public et des considérations de sécurité. Il a également déclaré que le séminaire mettra en relief les expériences acquises et les leçons apprises et a indiqué qu'il élaborera un rapport, à examiner à l'OSAST 25.

Vingt orateurs ont parlé de divers aspects du PFGC, notamment: les options technologiques (principalement concernant l'enfouissement géologique); les projets pilote au Canada, en Algérie et aux Pays-Bas; les défis à relever en matière de finance et de suivi; la technologie naissante de l'enfouissement marin; le Forum sur le Leadership en matière de Fixation du Gaz Carbonique; les questions politiques et juridiques; l'application des méthodes d'estimation des émissions du PFGC dans les inventaires nationaux de gaz à effet de serre; les cours de formation visant à améliorer la prise de conscience et les capacités; le cadre politique en matière de PFGC, mis en place par l'UE; et l'évaluation des risques.

Plusieurs participants ont convenu que le PFGC pourrait traiter un grand volume d'émission de dioxyde de carbone, notamment des sources stationnaires de production d'électricité, tout en soulignant qu'il accroît l'utilisation énergétique de près de 30 à 40% et qu'à grande échelle, il n'est encore pas viable que ce soit au plan financier ou au plan technologique. Certains délégués ont également fait observer que bien que n'étant pas une "solution magique," le PFGC pourrait faire partie intégrante du portefeuille des options énergétiques. Il y a eu également des observations indiquant: que l'acceptation du public est nécessaire au PFGC pour parvenir à une large application; que la sélection des bons sites, le suivi et les méthodes correctives sont critiques pour la sécurité et la limitation des risques de fuite; et que des mesures incitatives réglementaires sont nécessaires si l'on veut que le PFGC aille plus loin que la récupération assistée du pétrole.

D'autres participants ont fait part de leurs réserves concernant les fuites possibles et l'enfouissement marin, concernant les coûts élevés associés au piégeage, et le point de savoir si les mesures incitatives pour la mise au point d'énergies renouvelables seront entravées par le PFGC. D'autres réserves à l'égard de la période de 5 à 10 ans, encore requise pour la recherche et développement, avant une adoption à grande échelle du PFGC, et du besoin d'un climat commerciale favorable et de mécanismes politiques. Les participants ont également signalé que l'échelle requise de l'infrastructure du PFGC soulève des questions sur le rôle du public et sur l'implication du secteur privé. Enfin, les participants ont également débattu du PFGC dans le cadre du MDP.

Le Président Kumarsingh a clos la session en mettant en relief les principales questions soulevées au cours du séminaire, indiquant qu'alors qu'une expérience de terrain du PFGC existe, il n'y a pas encore beaucoup d'expérience dans les pays en développement. Il a signalé qu'un séminaire aura lieu lundi 22 mai, sur le PFGC en tant qu'activité des projets MDP (pour plus de renseignements officiels sur les deux séminaires, visitez: <http://unfccc.int/meetings/sb24/in-session/items/3623.php>).

DANS LES COULOIRS

Alors que les aficionados de la question climatique qui ne sont pas présents aux OS 24 risquent d'avoir été inquiétés par les dernières rafales médiatiques sur la politique canadienne et le Protocole de Kyoto, la focalisation, dans les rangs des délégués présents à Bonn, était fermement sur les nombreuses questions particulières et quelquefois techniques confiées aux groupes de contact et aux consultations informelles. Coté ASMCE, la journée du samedi s'est terminée sur une note aigre, de nombreux participants ayant quitté les séances nocturnes consacrées au Fonds Spécial Changements Climatiques et au Fonds pour l'Adaptation en grogne sur la polarisation des positions et l'absence de volonté de parvenir à un compromis. Des inquiétudes concernant la surcharge de l'ordre du jour de la CdP 12 et la CdP/RdP 2 étaient également exprimées par de nombreux participants et certains délégués ont fait part de leurs réserves quant à la "compétition" qui risque d'avoir lieu pour s'assurer que les priorités particulières soient en haut de la liste.